

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
TECHNOPOLE ESTER - CS 96820
21 rue Columbia
87068 LIMOGES Cedex 3

Tél : +337 79 70 94 75
Mél : lionel.tixier@bureauveritas.com

N° affaire : 23427212_1-9DL3V4D

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 87 - LIMOGES - HOPITAL DUPUYTREN 1 -1er
SOUS-SOL - MEDECINE NUCLEAIRE
HOPITAL DUPUYTREN 1
87000 LIMOGES

Destinataire :

CHU DE LIMOGES
M. William JULY
2 AVENUE MARTIN LUTHER KING
87042 LIMOGES CEDEX




Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

| Date d'établissement ou de modification | Rév. | Objet de la mise à jour | Rédacteur |
|---|------|-------------------------|---|
| 02/07/2025 | Rev0 | Création du document | Lionel TIXIER  |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION | 4 |
| 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION | 6 |
| 1.1. Présentation du projet | 6 |
| 1.1.1. Objet de l'opération | 6 |
| 1.1.2. Mode de consultation des entreprises | 6 |
| 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier | 6 |
| 1.1.4. Démarche environnementale | 6 |
| 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) | 7 |
| 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier | 7 |
| 1.2. Présentation des intervenants | 7 |
| 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS | 8 |
| 2.1. Principe des séquences d'interventions | 8 |
| 2.2. Inspections Communes | 8 |
| 2.3. PPSPS | 8 |
| 2.3.1. Pénalités | 9 |
| 2.4. Sous-traitance | 9 |
| 2.4.1. Déclaration des sous-traitants | 10 |
| 2.4.2. Transmission du PGC | 10 |
| 2.4.3. Obligation du sous-traitant | 10 |
| 2.5. Intérimaires | 10 |
| 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » | 10 |
| 2.7. Travailleurs indépendants | 10 |
| 2.8. Protections individuelles | 11 |
| 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers | 11 |
| 2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers | 11 |
| 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE | 12 |
| 3.1. Accès au site et réseaux provisoires | 14 |
| 3.2. Emprise de chantier | 14 |
| 3.2.1. Clôture et portail | 14 |
| 3.2.2. Accès | 15 |
| 3.2.3. Circulations | 15 |
| 3.2.4. Signalisation | 15 |
| 3.2.5. Stationnements | 16 |
| 3.2.6. Stockage | 16 |
| 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) | 16 |
| 3.2.8. Cantonnements et entretien | 17 |
| 3.3. Nettoyages (hors cantonnement) | 17 |
| 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier | 17 |
| 3.3.2. Plan d'installation de chantier | 18 |
| 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier | 18 |
| 4. MESURES DE COORDINATION SPS | 19 |
| 4.1. Définition des séquences d'interventions | 19 |
| 4.2. Analyse de risques | 21 |
| 4.3. Co-activités et protections collectives | 25 |
| 4.3.1. Organisation de la sécurité collective | 25 |
| 4.3.2. Déplacement de protection collective | 26 |
| 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise | 27 |
| 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles | 27 |
| 4.4. Equipement de levage | 27 |
| 4.4.1. Autorisation de survol | 28 |
| 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention | 28 |
| 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site | 28 |

| | |
|---|-----------|
| 4.5.1. Approvisionnements et stockage | 28 |
| 4.5.2. Travaux superposés | 28 |
| 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux | 28 |
| 4.5.4. Protection contre le bruit | 28 |
| 4.5.5. Protection contre l'incendie | 29 |
| 4.5.6. Travaux en hauteur | 29 |
| 4.5.7. Echafaudage, tour escalier | 29 |
| 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins | 29 |
| 4.6. Moyens communs | 30 |
| 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur | 30 |
| 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier | 30 |
| 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels | 30 |
| 4.6.4. Protection des accès – Auvents | 30 |
| 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets | 30 |
| 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER | 31 |
| 5.1. Stockages sur le chantier | 31 |
| 5.2. Nettoyage | 31 |
| 5.3. Enlèvement des déchets | 31 |
| 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires | 31 |
| 5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés | 32 |
| 5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise | 32 |
| 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION | 33 |
| 6.1. Déclarations particulières | 33 |
| 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération | 33 |
| 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin | 34 |
| 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure | 34 |
| 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) | 35 |
| 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages | 35 |
| 6.7. Locaux témoins | 35 |
| 7. ORGANISATION DES SECOURS | 36 |
| 7.1. Téléphone de secours | 36 |
| 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) | 36 |
| 7.3. Travail isolé | 36 |
| 7.4. Procédure d'organisation des secours | 36 |
| 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident | 37 |
| 7.6. Point de rencontre secours | 37 |
| 7.7. Modèle de fiche de secours | 38 |
| ANNEXES AU P.G.C. | 39 |

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage (DCE)
- des diagnostics amiante / plomb avant travaux.

Compte tenu de la taille des fichiers des diagnostics amiante / plomb, ceux-ci ne peuvent être joint au présent PGC, ils sont consultables dans le DCE.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération concerne la restructuration du service de Médecine Nucléaire, dans le bâtiment DUPUYTREN 1, 1er Sous-sol.

L'activité du site étant maintenue pendant la durée de l'opération, le projet devra se dérouler selon 6 phases.

Le strict respect du planning est impératif compte tenu des activités du site.

Les entreprises se fèleront aux documents établis par la maîtrise d'Oeuvre, notamment le document intitulé : ANNEXE D1_CHU phasage et flux

Afin de limiter les interférences avec l'activité du site, certains travaux pourront être réalisés de nuit ou le week-end.

Pour la réalisation des protections de chantier, les interventions devront avoir lieu après 18h et/ou le week-end.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O restreint

Mode de passation des marchés : lots séparés,

Type de marchés : privés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 13 octobre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 23

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger

les différents déchets,

- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 13 lots + sous-traitants éventuels.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Inférieure à 10000 hommesxjours - Opération de 2ème catégorie.

1.2. Présentation des intervenants

| Activité | Entreprise | Adresse | Média diffusion | Interlocuteur |
|--------------------|--|---|---|------------------|
| Maîtrise d'ouvrage | CHU DE LIMOGES | 2 AVENUE MARTIN LUTHER KING 87042 LIMOGES CEDEX | William.july@chu-limoges.fr | M. William JULY |
| Maîtrise d'œuvre | HOBO LIMOGES | 9 Avenue du Général de Gaulle 87000 LIMOGES | contact@hobo.fr | M. |
| Coordonnateur SPS | BUREAU VERITAS Construction, Région Nouvelle Aquitaine | Technopole Ester, CS 96820 21 Rue Columbia 87068 LIMOGES CEDEX 03 | 07 79 70 94 75 lionel.tixier@bureauveritas.com | M. Lionel TIXIER |
| DREETS | DREETS Nouvelle Aquitaine | Unité départementale de Haute-Vienne 2, allée Saint-Alexis - BP 13203 87032 LIMOGES CEDEX | limou-ut87.uc1@direccte.gouv.fr | M. Le Contrôleur |
| CARSAT | CARSAT LIMOGES | 37 avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES | arp@carsat-centreouest.fr | Accueil |
| OPPBTP | OPPBTP - Agence Centre Ouest | 4 rue Marcel Pagnol 87100 LIMOGES | nouvelleaquitaine@oppbtp.fr | Accueil |

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

La spécificité de cette opération réside en une opération en site occupé à proximité des zones sensibles du Centre Hospitalier.

Responsabilités :

L'entreprise titulaire du lot PLATRERIE-PAROIS PLOMBEES-CLOISONS PROVISOIRES sera en charge tout au long de l'opération et pour chacune des zones, de la fourniture et mise en œuvre de cloison formant des fermetures provisoires de chantier et des protections anti-poussières pour isoler le chantier des services en fonctionnement

- La dépose partielle (soignées) des dalles de faux plafond existantes (compris stockage pendant toute la durée du chantier et la repose en fin de chantier) dans les cas de zone non modifiée par le chantier ou la phase travaux concernée. (VOIR MESURE DE PRECAUTIONS DE L'UNITE D'HYGIENE DU CHU)
 - Toutes les ossatures par montants verticaux et traverses de renforts, bloquée au sol et en dalle haute et contre parois latérales (sans aucun perçage dans le sol existant)
 - Parement sur face côté opposée au chantier en contreplaqué de 10mm épaisseur, y compris fixations sur ossature
 - Parement d'étanchéité complémentaire par film polyane formant anti-poussières, d'épaisseur suffisante avec scotch adéquate en périphérie.
- Le maître d'ouvrage peut procéder à des tests à la fumée pour valider l'ouvrage de cloisonnement provisoire.
- Scotcher toutes les portes entre service et chantier
 - Toutes sujétions de mise en œuvre, y compris protections complémentaires nécessaires par tous moyens adaptés contre les parties conservées
 - Dépose et évacuation de l'ensemble en fin de chaque phase, y compris nettoyage des salissures, repose dalles de plafond et toutes remises en état nécessaires à la poursuite du service dans des mesures d'hygiène optimales.
 - Incorporation dans cloisons précédentes de bloc-porte de 0.93 x 2.04m ht ou 1.43x2.04m ht, avec garniture aux 2 faces et serrure de sûreté à cylindre, compris fourniture de clés de chantier suivant les cas
 - Remaniement et dépose en fin du travaux suivant le phasage des travaux, directives et planning

=> Fourniture et pose aux deux entrées du chantier d'un tapis collant Antibactérien Blanc - 30 Feuilles, dimensions: 64cm x 95cm x 1cm de type ZIPWALL Mat, ou techniquement équivalent. Les feuilles devront être remplacées deux fois par jour.

De même manière, l'entreprise adjudicataire du lot CFO/Cfa sera en charge de maintenir la détection incendie en service dans les zones chantier tout au long de l'opération.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (JO du 6 juillet 2013)

Cet arrêté est pris en application de l'article R1334-22 du code de la santé (créé par décret 2011-629 du 3 juin 2011 (le décret de 2011 oblige les propriétaires d'immeubles à faire faire un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en cas de démolition de l'immeuble pour ceux dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997). Le terme « démolition » y est précisé : c'est une opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment.

Il est relatif aux modalités du repérage portant sur les produits et matériaux incorporés - ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble et au contenu attendu du rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique. Ce repérage doit être réalisé après évacuation définitive de l'immeuble bâti et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles.

L'arrêté rappelle les obligations du propriétaire en matière de communication et précise que le repérage se déroule en 2 phases :

Phase 1 :

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique de façon exhaustive sur toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires.

Il détermine à ce moment les zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Phase 2 :

L'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique identifiés, ceux qui contiennent de l'amiante. En cas de doute sur la présence d'amiante, un prélèvement pour analyse de matériaux par un organisme accrédité doit être fait. L'opérateur de repérage transmet au laboratoire une fiche d'accompagnement comprenant les éléments figurant en annexe pour les MPCA afin d'assurer la traçabilité des échantillons prélevés.

Pour conclure à la présence ou à l'absence définitive d'amiante, l'opérateur de repérage indique le critère fondant sa décision : les matériaux ou produits qui par nature ne contiennent pas d'amiante, le marquage du matériau, le document consulté, le résultat d'analyse du matériau ou produit.

L'arrêté précise également le contenu des rapports de repérage, notamment :

- l'identification complète de l'immeuble concerné,
- les données contractuelles,
- les plans et croquis,
- la liste et la localisation des matériaux et produits repérés de la liste C mentionnant pour chacun de ces produits ou matériaux la présence ou l'absence d'amiante et les critères ayant permis de conclure.

Cet arrêté s'applique aux rapports transmis après le 1er juillet 2013.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié à partir du 1er juillet 2013. sol

Obligations en cas de démolition ou travaux :

Tous les bâtiments, dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, doivent faire l'objet d'un diagnostic amiante avant travaux avec repérage spécifique avant démolition. Il s'agit d'assurer la protection des salariés qui vont effectuer la démolition et de l'environnement du bâtiment.

Un repérage complémentaire doit donc être effectué en complément du DTA portant sur un nombre plus important de matériaux qui seraient accessibles par travaux destructifs :

- article L 1334-27 du code de la santé publique

- Arrêté du 26/06/2013 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolitions

=> VOIR RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX REDIGE PAR AC ENVIRONNEMENT EN DATE DU 12/06/2025 RAPPORT N° 002ER051037-7 - DUPUYTREN 1 - 1er Sous-sol.

L'entrepreneur est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante :

Un plan de retrait doit être effectué par une entreprise qualifiée et formée. Il est important de tenir compte du délai de réponse des organismes de prévention - d'un mois à compter du dépôt du plan de retrait cf. décret.

Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.

Pendant le retrait et tant que le maître d'œuvre et le coordonnateur n'ont pas obtenu de garanties suffisantes, les travaux sont interdits hormis ceux qui sont effectués dans l'enceinte confinée par l'entreprise qualifiée et formée. Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.

Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation

Les travaux envisagés sont susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Dans les zones concernées : il est nécessaire de confiner la zone, de ne permettre l'entrée qu'aux travailleurs (à jour de leur habilitation) de l'entreprise concernée par ces travaux.

Un arrêté publié au journal officiel le 14 mars 2013 précise les modalités de choix, d'entretien et de vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

L'entreprise est tenue d'assurer la formation de son personnel et d'établir une fiche d'exposition pour chacun des travailleurs (fiche transmise à l'intéressé et au Médecin du Travail)

L'entreprise concernée remet au MO MOE et CSPS son PPSPS – Plan de retrait validé par l'Inspection du Travail et détaille dans les modes opératoires :

- 1) son organisation,
- 2) les modalités prises pour informer et former son personnel
- 3) les modalités prises pour délimiter les zones d'intervention et en interdire l'accès de manière efficace et en assurer son isolement,
- 4) les mesures de réduction des émissions de poussières (imprégnation- utilisation outils manuels ou à faible vitesse - captage des poussières à la source - pulvérisation de brouillard d'eau)

Arrêté du 23 février 2012 modifiant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique aux activités définies aux articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du code du travail. Outre l'obligation générale de formation à la sécurité prévue à l'article L. 4141-2 du code du travail, l'employeur, pour affecter un travailleur à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante qui porte notamment sur des bâtiments, des navires, des structures, appareils ou installations, y compris les interventions sur terrains amentifères, lui assure préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, conformément aux articles R. 4141-13, R. 4412-87, et R. 4412-98.

La formation est renouvelée régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Présence de plomb dans les existants

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le projet se situe dans l'enceinte du CHU DUPUYTREN 1 - 1er Sous-sol.

Les accès aux différentes zones de chantier se fera conformément au plan de circulation établi par la Maîtrise d'Oeuvre (**Voir ANNEXE D1_CHU phasage et flux**)

Accès aux zones de travaux :

L'accès piétonnier aux zones de travaux se fait par les circulations existantes. Celles-ci sont balisées et éclairées, certaines sont communes avec le personnel du CHU et les patients.

L'accès des véhicules ne peut se faire que dans la cour de service et uniquement le temps de l'approvisionnement.

Les entreprises doivent fournir au maître d'ouvrage la liste du personnel intervenant préalablement au démarrage des travaux.

Aménagement du chantier :

Les zones de travaux se situent à proximité de services en activité, les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les interférences.

La base vie sera située dans des locaux vides de la Radio Pharmacie.

Celle-ci comprend une grande pièce faisant office de réfectoire / salle de réunion et un sanitaire

Le titulaire du lot Gros Œuvre Démolition devra s'assurer de l'état des locaux qui serviront de base vie ainsi que le bon fonctionnement des équipements sanitaires.

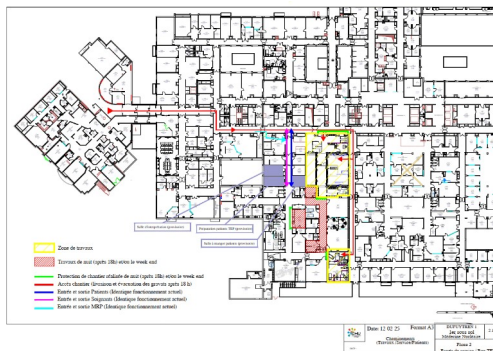
Les remises en état nécessaires pour le bon fonctionnement de la base vie restent à sa charge.

Raccordements provisoires aux réseaux :

Raccordement sur l'Installation existante, mise à la disposition par le maître d'ouvrage à identifier avec les intervenants :

- eau potable
- électricité.

Des protections intermédiaires protégeront le bon fonctionnement du service : en aucun cas le CHU doit être mis à défaut de ces ressources.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise titulaire du lot PLATRERIE-PAROIS PLOMBEES-CLOISONS PROVISOIRES devra la mise en place cloisons de chantier provisoires afin de délimiter les zones de travaux. Celles-ci seront installées avant tout démarrage de travaux de chaque phase.

Le tracé des cloisons provisoires à mettre en place est indiqué dans l'**ANNEXE D1_CHU phasage et flux**

L'entreprise est informé que ce tracé pourra être modifié sur demande du maître d'ouvrage en fonction des contraintes d'exploitation et de circulation sur le site.

Les zones de stockages extérieures seront délimitées par la mise en place de panneaux grillagés de hauteur 2,00, posés sur des plots en béton. A la charge du lot titulaire du lot Gros Œuvre Démolition.
L'entrepreneur devra l'entretien de cette clôture et la dépose en fin de travaux.

Fermeture du chantier :

L'ouverture et la fermeture du chantier sera assurée successivement par l'entreprise la plus importante sur le site, désignée par la Maître d'oeuvre au cours des réunions hebdomadaires de chantier.

3.2.2. Accès

Les entreprises doivent effectuer une visite du site afin d'apprécier les contraintes d'installation de chantier, les impératifs de voisinage à respecter, les difficultés d'accès . Elles doivent définir le matériel et les engins à employer en fonction de ces contraintes.

Autorisation de travail :

Les entreprises devront confirmer par écrit au Maître d'ouvrage avant leur intervention :

- leur date d'arrivée sur le chantier,
- la durée d'intervention
- l'effectif
- le nom et les coordonnées de la personne chargée de diriger les travaux,
- les sous-traitants éventuels.

Une autorisation de travail sera demandée au SERVICE SECURITE du CHU avant d'accéder au chantier

Contrôle de l'accès au chantier :

Le chantier est interdit à toute personne non autorisée.

La liste du personnel présent sur le chantier sera tenue à jour par les entreprises.

Les entreprises muniront leur personnel d'une marque distinctive – casque, vêtement de travail ou badge.

3.2.3. Circulations

Circulation à l'intérieur de la zone de chantier :

Il n'y aura pas de circulation de véhicule dans l'enceinte du chantier.

Seuls, les véhicules servant à l'approvisionnement et les véhicules-ateliers pourront pénétrer au plus près et uniquement pour procéder à l'approvisionnement. L'accès se fera sous la conduite d'un responsable de manœuvre désigné par l'entreprise. Par défaut, celui-ci sera le chef de chantier.

A l'issue de cet approvisionnement, les véhicules pourront stationner sur les emplacements de parking mis à disposition par le Maître d'Ouvrage.

Circulations dans l'enceinte du CHU :

Les circulations tant horizontales que verticales sont existantes et aménagées.

Circulations dans la zone de chantier :

L'accès aux zones de travaux sera conservée pendant toute la durée de ceux-ci.

Les circulations resteront dégagées.

Les circulations piétonnes seront balisées en cas de nécessité.

Travaux nécessitant du stockage de matériaux :

L'entreprise organisera ses travaux de façon à maintenir en permanence une zone de circulation piétonne en dehors de la zone d'évolution des machines. Cette zone de circulation sera balisée.

3.2.4. Signalisation

La signalisation complète du chantier incombe à l'entreprise titulaire, qui devra en assurer le maintien pendant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité sur le chantier. En particulier, le jour, il placera des panneaux de signalisation et des barrières. La nuit, il signalera le chantier, en plus par des dispositifs lumineux.

L'entreprise titulaire doit la mise en place des panneaux de signalisation réglementaires sur les clôtures de chantier : "chantier interdit au public" et "port du casque obligatoire".

Suivant l'attribution, l'entreprise titulaire du lot désamiantage procède au repérage visuel sur le chantier de l'ensemble des produits et matériaux contenant de l'amiante. L'entreprise en charge de ce repérage transmet une méthodologie détaillée du principe de cette signalétique (code couleur, sigle, continuité sur réseaux). Si plusieurs entreprises interviennent simultanément sur le site pendant une longue période, le désamianteur doit fournir périodiquement et afficher le zoning des espaces traités et les cheminements adaptés.

Signalisation à l'attention du public :

Des panneaux interdisant l'accès du chantier au public seront apposés sur la clôture par l'entreprise ayant mis en place cette dernière.

Signalisation à l'attention des entreprises :

Des panneaux autorisant l'accès du chantier sous réserve du port des EPI adaptés seront apposés sur la clôture par l'entreprise ayant installé cette dernière.

Signalisation et fléchage sur rue :

La signalisation temporaire mise en place devra avoir reçu l'accord des services de police concernés.

3.2.5. Stationnements

Stationnement limité sur le site aux seuls véhicules d'entreprises. Les véhicules personnels devront stationner à l'extérieur du site.

3.2.6. Stockage

Généralités :

Les véhicules de livraison devront respecter le code de la route ainsi qu'au règlement intérieur dans l'enceinte du CHU.

Ils ne devront provoquer aucune gêne aux véhicules de service et aux livraisons de l'établissement.

Approvisionnements :

L'approvisionnement se fera à l'avancement.

Zone de stockage général :

Les matériels et matériaux seront déchargés et stockés sur l'aire de stockage dans la zone de travaux clôturée.

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas endommager le revêtement avec le stockage des éléments. Les zones de stockage devront impérativement être restituées dans leur état d'origine à la fin des travaux.

Substances dangereuses :

Les magasins contenant des produits dangereux seront pourvus de moyens de prévention adaptés aux risques.

Ces mesures seront décrites dans le PPSPS.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre Démolition aura à sa charge exclusive tous les frais de branchements, de location, de maintenance, de souscription d'abonnements et de compteurs lui permettant d'assurer la fourniture de l'eau et du courant électrique jusqu'à la réception des travaux.

L'alimentation électrique serait réalisée depuis le TGBT existant par l'entreprise à partir d'une protection mise en place par le CHU.

Équipement électrique :

Les installations électriques seront réalisées par du personnel dûment habilité et respecteront les normes en

vigueur.

Les installations électriques seront soumises à vérification par un organisme agréé.

L'installation électrique du chantier comprendra, à partir du TGBT existant :

- Installations de coffrets comprennent un dispositif de protection différentiel 30mA. Ils comporteront 4 prises au minimum et leur nombre sera calculé de façon que la longueur des rallonges n'excède pas 25m=> **à la charge du lot CFO-CFA-SSI**

Eclairage provisoire :

L'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre aura à sa charge l'éclairage des circulations (couloirs, escaliers).

Nota : L'éclairage des postes de travail reste à la charge de chacune des entreprises.

Distribution d'eau :

Un point provisoire de distribution d'eau sera installé pour la réalisation des travaux.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre Démolition aura à sa charge l'aménagement de locaux dans l'emprise du projet. Ces locaux comprendront une salle de réunion, des vestiaires, réfectoires et sanitaires pour le personnel de chantier. Ces locaux pourront être déplacés selon l'avancement du projet.

Toutes ces installations seront mises en place pendant la période de préparation et seront maintenues et entretenues pendant toute la durée du chantier par les entreprises.

Les locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés.

Le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devra être effectué une fois par semaine avant les réunions de chantier.

En cas de carence :

Sur constat du Maître d'oeuvre, le nettoyage sera effectuée par une entreprise extérieure aux frais des entreprises utilisatrices.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

C'est pourquoi cette tâche, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur SPS.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé. Leur mise en dépôt se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise devra :

- Le nettoyage complet de ses surfaces de travaux.
- Le nettoyage complet de tous ses abords, enlèvements périodiques de ses déchets stockés à l'extérieur, l'évacuation des déchets spéciaux (peinture, colle, ...) est à charge de l'intervenant concerné. En cas de défaillance, après rappel, le Maître d'ouvrage fera appel à une entreprise de nettoyage aux frais de l'entreprise.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Maître d'oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- Dans le cas d'utilisation de grue pour le levage et la mise en place d'équipements lourds : définir des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE - DEMOLITION** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

| Poste | Réalisé par ? | Géré par ? | Echéance de fin |
|------------------------------------|--|-----------------------------|-------------------|
| Clôture et portail | GROS OEUVRE - DEMOLITION | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Accès | GROS OEUVRE - DEMOLITION | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Circulations | Existantes | | |
| Signalisation | GROS OEUVRE - DEMOLITION | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Stationnement | Parking existant | | |
| Stockage | GROS OEUVRE - DEMOLITION | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Réseaux provisoires de chantier | CHU | CHU | |
| Coffret électrique général | CHU | CHU | |
| Coffret divisionnaire et éclairage | CFO-CFA-SSI | ELECTRICITE CFO / CFA / SSI | Jusqu'à réception |
| Cantonnement | Locaux mis à disposition | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Infirmierie de chantier | Sans objet | Sans objet | |
| Nettoyage hors cantonnement | Toutes entreprises | Toutes entreprises | Jusqu'à réception |
| PIC | Maître d'oeuvre | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Protections collectives | GROS OEUVRE - DEMOLITION | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |
| Accès hauteur communs | | | |
| Déchets - Gravats | Toutes entreprises | Toutes entreprises | Jusqu'à réception |
| Cloisons provisoires | PLATRERIE - PAROIS PLOMBEES - CLOISONS PROVISOIRES - FAUX PLAFOND | GROS OEUVRE - DEMOLITION | Jusqu'à réception |

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

| Séquence(s) | calendrier hypothèse | Tâche(s) / lot(s) | Danger(s) | Essentiel(s) de la séquence |
|--|----------------------|--|--|--|
| 1 DESAMIANTEGE - DEPLOMBAGE | | | Plomb Collision, heurt Engins et matériels Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Bruit, vibrations Déplacement de plain-pied | |
| 2 Gros-Oeuvre - Démolition | | | Contact électrique direct ou indirect Multi danger Inhalation poussières Bruit, vibrations Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied | Les consignations doivent être autorisées et validées par le Service technique : des équipements peuvent être alimentés par les réseaux électriques des locaux (ex. l'élévateur /monte charge....) Toute interférence doit être anticipée, afin d'être validée par le service technique. Envisager toutes les solutions pour réduire le temps d'exposition à ces nuisances. Permi de feu a établir auprès du service sécurité de l'établissement. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste de travail. |
| 3 Construction | | PLATRERIE - PAROIS PLOMBEES - CLOISONS PROVISOIRE S - FAUX PLAFOND | Manutention manuelle Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Déplacement de plain-pied | Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste de travail. |
| | | Sols souples, peintures | Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Produit inflammable Déplacement de plain-pied | Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste |

| | | | | |
|----------|--|---|--|--|
| | | | | de travail. |
| | | Chauffage – ventilation – climatisation | Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Travail en hauteur Déplacement de plain-pied | Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. TMS. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste de travail. |
| | | Electricité – courants forts -courants faibles - SSI | Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Travail en hauteur Déplacement de plain-pied | Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. TMS. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste de travail. |
| | | Fluides médicaux | Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Déplacement de plain-pied | Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Site ERP : L'outillage, les matériaux et les déchets doivent être correctement rangés, au quotidien, avant de quitter le poste de travail. |
| 4 TCE | | | Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Travaux à point chaud Déplacement de plain-pied Produits dangereux Produits dangereux Travail en hauteur | Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. |

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|--|
| Plomb | L'entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de ses travaux. Voir annexe présence de plomb | |
| Collision, heurt | Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers. | Respect du balisage |
| Engins et matériels | "Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Balisser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part." | Accès interdit à la zone de travail |
| Inflammation, explosion | Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier. | Accès interdit à la zone de travail |
| Contact électrique direct ou indirect | Consignations des réseaux, demande des PV de consignation avant le début des travaux. | |
| Bruit, vibrations | Voir environnement et établissement voisin; incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de travaux présentant ces risques hors présence des autres corps d'état | |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. | |

Séquence : 2 - Gros-Oeuvre - Démolition

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|---|--|
| Contact électrique direct ou indirect | Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux. | N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité. |
| Multi danger | Ne pas interférer avec les services du CHU. | |

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|--|
| | Respecter les consignes sécurité, alarmes et signalisation de l'exploitant. Toute action pouvant gêner le fonctionnement de l'établissement devra être soumis à validation auprès du CHU. Exemples : encombrement devant des affichages, modification de signalétiques ou dévoiement des voies de circulation du CHU ... | |
| Inhalation poussières | Utiliser de préférence des appareils ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation). | Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière. |
| Bruit, vibrations | Voir environnement et services en activité, incidence sur le fonctionnement de ces services, rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration. Intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état. | Rester éloigner, Se munir des EPI adéquats et en bon état. |
| Chute d'objets, éclats | Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place. | Respecter les balisages et zones clôturées. |
| Inflammation, explosion | Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu à demander au PC Sécurité du CHU. | Accès interdit à la zone de travail |
| Contact électrique direct ou indirect | Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux. | N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité. |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Séquence : 3 - Construction**PLATRERIE - PAROIS PLOMBEES - CLOISONS PROVISOIRES - FAUX PLAFOND**

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|---|--|
| Manutention manuelle | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser | |

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|---|---|
| Déplacement de plain-pied | les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un chariot. Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. |
| Chute d'objets, éclats | Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités | Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. |
| Travail en hauteur | Travaux à l'aide d'échafaudages et moyens d'élévation conformes à la réglementation. | |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Sols souples, peintures

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|---|
| Chute d'objets, éclats | Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités. | Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. |
| Déplacement de plain-pied | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. |
| Produit inflammable | Lors de l'utilisation de produits à base de solvant, il conviendra de veiller à la bonne ventilation des zones d'intervention. | Eviter d'entrer dans les zones de mise en oeuvre de produits à base de solvant. |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Chauffage – ventilation – climatisation

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|---|
| Contact électrique direct ou indirect | Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection. | |
| Déplacement de plain-pied | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. |
| Manutention manuelle | Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique. | |
| Travail en hauteur | Travaux à l'aide d'échafaudages et moyens d'élévation conformes à la réglementation. | |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Electricité – courants forts -courants faibles - SSI

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|---|
| Déplacement de plain-pied | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. |
| Contact électrique direct ou indirect | Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection. | |
| Manutention manuelle | Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique. | |
| Travail en hauteur | Travaux à l'aide d'échafaudages et moyens d'élévation conformes à la réglementation. | |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Fluides médicaux

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|--|---|
| Déplacement de plain-pied | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. |
| Contact électrique direct ou indirect | Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection. | |
| Manutention manuelle | Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique. | |
| Déplacement de plain-pied | Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations. | |

Séquence : 4 - TCE

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|---|--|
| Déplacement de plain-pied | Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. | Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées. L'entreprise titulaire met à disposition une benne à déchets. |
| Contact électrique direct ou indirect | Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la | Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les |

| Dangers en relation avec la co-activité | Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche | Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises |
|---|---|--|
| | charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...) Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier. | coffrets si pas habilité |
| Travaux à point chaud | Extincteur au poste de travail Arrêt des travaux par point 2 H00 avant la fermeture du chantier Établir une permis feu avec le PC Sécurité. | |
| Déplacement de plain-pied | Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque. | Interdiction de franchir un balisage de sécurité. |
| Produits dangereux | Baliser à l'aplomb des zones de travail et interdire l'accès aux zones de danger. | Respect du balisage mis en place |
| Produits dangereux | En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant. | |
| Travail en hauteur | Travaux à l'aide d'échafaudages et moyens d'élévation conformes à la réglementation. | |

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que les entreprises titulaires soient chargées de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par les entreprises titulaires des Lots.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute

intervention sur le site.

- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage (couleur distincte).

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Fortes chaleurs :

Il appartient aux entreprises de définir dans l'analyse de risque de leur PPSPS les dispositions applicables en cas d'exposition à des fortes chaleurs.

Cette analyse devra donc définir l'organisation mise en place afin d'organiser des pauses fraîcheurs régulières au cours de la journée de travail.

Il convient que des locaux climatisés soient accessibles au personnel pour réaliser ces pauses.

Par ailleurs et afin de limiter les effets néfastes de la chaleur sur l'organisme, il convient de respecter et faire respecter certains principes :

- s'hydrater régulièrement et en quantité,
- augmenter la fréquence des pauses,
- créer des postes de travail ombragés, notamment pour ceux étant fixes,
- aménager les horaires de travail en concentrant les tâches au moment de la journée où la température est la moins élevée, éventuellement en reportant les tâches trop exposées ou en envisageant une rotation avec des postes moins exposés.

Ces principes doivent s'accompagner de dispositifs complémentaires à définir par l'analyse de risque des entreprises (port de vêtement clair, mise à disposition de protège-nuque ou de coiffe rafraîchissante intégrable dans le casque de chantier,...)

Lorsque l'état d'ALERTE ORANGE ou ROUGE CANICULE est décrété en préfecture, les horaires devront être adaptés pour les postes de travail exposés.

Les entreprises préciseront à la MOA, la MOE et au CSPS l'organisation mise en place pour ces périodes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

Il n'y aura pas de grues à tour sur cette opération.

Selon les phases de chantier, les entreprises sont amenées à devoir utiliser des grues mobiles ou autres moyens de levage (grues axiliaires, pelles).

Dans ce cas, l'entreprise réalise un plan de levage et un examen d'adéquation (à transmettre à la Maîtrise d'Oeuvre et au CSPS, et à tenir à disposition sur le chantier) avant toute opération de levage. Cela a pour but d'identifier le positionnement du moyen de levage, de s'assurer de l'absence de risque lié à une interférence (et le cas échéant de définir la procédure de gestion de ce risque), les zones de chantier survolées par la charge à transporter, de vérifier la portance du sol, de définir les zones interdites de survols (voie publique par exemple), de vérifier le dimensionnement du moyen de levage par rapport au poids de la charge et la distance à laquelle il faut l'amener (liste non exhaustive...)...

Tous ces éléments sont nécessaires afin d'anticiper les risques liés à la coactivité en fonction du planning établi par la Maîtrise d'Oeuvre.

Si nécessaire, l'entreprise se charge des démarches de demande d'arrêté de voirie ou d'autorisation de survol

auprès des services compétents de la Commune.

Quel que soit le moyen de levage utilisé, l'entreprise décrit dans son PPSPS les moyens organisationnels qu'elle met en place pour assurer un levage en toute sécurité (moyen de pilotage de la grue, moyens de communication mis en place, désignation du chef de manœuvre, formation du personnel aux gestes de commande et à l'élingage,...).

L'entreprise s'assure que l'engin de levage est à jour des Vérifications Générales Périodiques (sans réserves ou avec attestation de réparation) et que le conducteur est formé à son utilisation et dispose d'une autorisation de conduite adaptée et à jour.

Les accessoires de levage doivent être contrôlés et vérifiés avant toute utilisation.

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- **Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>**

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise de gros oeuvre, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier et à procéder aux nettoyages prescrits par le maître d'oeuvre.

Outre la remise en état des lieux conformément au marché, l'entrepreneur est également tenu de réaliser, sans plus-value spécifique, la protection des parements exécutés puis le nettoyage de tous les ouvrages exécutés conformément au marché.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés - Demande d'autorisation de voirie à demandes auprès du CHU.
- Autorisations concessionnaires - DT à charge du maître d'ouvrage

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Généralités :

La réalisation des travaux est fortement conditionnée par le site dans lequel elle se déroule.

Les principales contraintes sont :

- l'obligation d'assurer la permanence de l'activité du CHU
- la présence du public (patients et visiteurs) et du personnel du CHU (personnel soignant, administratif, personnel de maintenance)
- le respect des règles d'organisation du chantier
- l'obligation de palier aux nuisances dues à la réalisation des travaux.

Permanence de l'activité du CHU :

En aucun cas, l'activité du Centre Hospitalier ne doit être perturbée. Toute modification de l'organisation existante du site imposée par les travaux doit faire l'objet d'un accord de la part du Maître d'ouvrage.

Une attention particulière doit être portée :

- à la permanence des circulations existantes (véhicules et piétons),
- à laisser libre accès aux services du CHU (accès, livraisons, etc...)

Présence du public et du personnel :

La gêne occasionnée au personnel et au public doit être limitée, leur sécurité assurée :

- mise en place de clôtures et maintenance de celles-ci,
- fermeture du chantier à chaque interruption des travaux y compris pendant le déjeuner,
- signalisation des travaux maintenue à jour.

De son côté, le Maître d'ouvrage :

- informera le personnel et le public de l'établissement,
- assurera la signalisation et le fléchage à l'intérieur de l'établissement,
- complètera le cas échéant, le dispositif de sécurité devenu inopérant du fait de la présence du chantier.

Respect des règles d'organisation :

Les règles édictées par le CCTP et le présent PGC sont respectées, notamment en matière de :

- stationnement,
- approvisionnement,
- stockage,
- évacuation des gravois et déchets,
- d'utilisation de la base vie.

Les engins et les moyens d'élévation (PIRL, échafaudage, etc...) devront être rendus inutilisables en dehors de la présence de l'entreprise.

D'autre part, le Maître d'ouvrage pourra imposer que certaines tâches soient réalisées pendant des plages horaires définies préalablement.

Nuisances dues à la réalisation des travaux :

Les nuisances produites par les travaux seront minimisées.

Bruits :

Les modes opératoires les moins bruyants seront privilégiés :

- limitation du bruit à la source par encoffrement,
- vérification des ouvrages en cours de réalisation afin d'éviter leurs modifications ou démolition.

Poussières :

L'émanation et la propagation de la poussière seront limitée par des mesures passives et les modes opératoires :

- les modes opératoires produisant le moins de poussières seront privilégiés,
- la dispersion de la poussière sera évitée,
- les zones de travaux et le chantier en règle générale seront nettoyés à l'avancement,
- les gravois seront évacués au fur et à mesure.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

D'autres chantiers en cours et futurs sont potentiellement concomitants.

Ces travaux se dérouleront partiellement en parallèle dans le temps.

Des opérations courantes de maintenance ou de modification des installations ou unités existantes peuvent également se dérouler, l'entreprise devra accepter d'adapter son organisation (sans supplément de prix) pour permettre le bon déroulement de ces opérations.

En matière d'organisation du chantier, cette simultanéité nécessite que pour limiter les gênes réciproques, chaque chantier reste dans les strictes limites de la zone qui lui est affectée aussi bien en termes d'installations de chantier et de zone de travaux qu'en termes de circulations.

L'accès défini dans le présent document est le seul qui puisse être utilisé pour les besoins des entreprises de la présente opération.

Par ailleurs, les entreprises devront prévoir toutes les sujétions pouvant découler sur leur organisation ou leurs équipements de la présence de chantiers sur le même site.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les travaux sont réalisés sur un site en exploitation.

- Les entreprises extérieures devront se conformer aux règles imposées par le plan de prévention établi par l'entreprise utilisatrice.
- L'étude des modes opératoires tiendra compte des risques qui peuvent être exportés vis à vis du fonctionnement de l'établissement.
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors des limites clôturées du chantier.

- Les bruits, poussières seront limités au minimum des connaissances et techniques de mise en oeuvres actuelles.
- Les issues de secours doivent rester dégagées en permanence.
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne pourront se faire qu'après avis du chef d'établissement et par du personnel habilité.
- Un permis de feu sera établi pour chaque travail par point chaud sur l'existant.
- L'entreprise mettra en oeuvre les clôtures et protections provisoires entre les zones en travaux et les zones en activité, avant tout démarrage de travaux.
- Certains travaux présentant des risques particuliers pourront être imposés en horaires décalés par rapport aux horaires de l'établissement.
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Le stockage de produits inflammables sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du coordonnateur. Les produits ainsi que les moyens de préventions qui s'y rapportent sont décrits dans les PPSPS.

Les postes de travail par points chauds sont pourvus d'un extincteur adapté au risque.

Les emplacements de travail et les lieux contigus sont vérifiés avant de quitter le chantier.

Permis feu :

Un permis feu donné par le maître d'ouvrage, est institué pour les tâches nécessitant l'utilisation de points chauds.

Il est délivré par le SERVICE SECURITE INCENDIE, au plus tard 3 jours avant le début des travaux.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier.

Consignes de premier secours :

Les entreprises définiront dans leur P.P.S. les consignes de premiers secours en fonction des risques générés par leur activité.

Emploi de produits dangereux :

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S. les consignes de premiers secours adaptés aux produits mis en oeuvre. Ces consignes seront affichées.

Matériels de secours :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours adaptée aux risques générés par leur activité. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

La liste des secouristes présents sur le chantier sera tenue à jour;

Les secouristes S.S.T. porteront une marque distinctive les rendant reconnaissable par l'ensemble du personnel du chantier.

Téléphone de secours :

Les entreprises intervenantes mettront à la disposition de leurs équipes présentes sur le site un téléphone portable permettant d'appeler les secours.

A partir d'un portable, le numéro d'appel des secours dans l'enceinte du CHU est le 05 55 05 80 84

A partir d'un poste interne, le numéro d'appel des secours du CHU est le 18

La liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée par l'entreprise de gros-oeuvre :

- à côté des postes de travail .

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en oeuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier . . .).

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Se conformer aux indications du CHU.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : 87 - LIMOGES - HOPITAL DUPUYTREN 1 -1er SOUS-SOL - MEDECINE NUCLEAIRE

Adresse : HOPITAL DUPUYTREN 1 87000 LIMOGES

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Se conformer aux indications du CHU.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_MESA
- Annexe_SCALP